

# Loblaw

COMPANIES LIMITED  
LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE



## Ça donne le goût de changer de supermarché.<sup>MD</sup>

Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de l'année 2009 – Les Compagnies Loblaw limitée  
24 semaines terminées le 20 juin 2009



## LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE ANNONCE LES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2009

### Sommaire des résultats du deuxième trimestre de 2009<sup>1)</sup>

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,70 \$, en hausse de 37,3 %
- Marge du BAIIA<sup>2)</sup> de 6,3 %
- Chiffre d'affaires de 7,233 milliards de dollars, en progression de 2,8 %
- Croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables de 2,5 %

Pour les périodes terminées le 20 juin 2009 et le 14 juin 2008 (non vérifié) (en millions de dollars, sauf indication contraire)	<b>2009</b> (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité <sup>3)</sup> )	Variation en pourcentage	<b>2009</b> (24 semaines)	2008 (24 semaines – retraité <sup>3)</sup> )	Variation en pourcentage
Chiffre d'affaires	<b>7 233 \$</b>	7 037 \$	2,8 %	<b>13 951 \$</b>	13 564 \$	2,9 %
Bénéfice brut	<b>1 689</b>	1 584	6,6 %	<b>3 303</b>	3 074	7,4 %
Bénéfice d'exploitation	<b>324</b>	264	22,7 %	<b>550</b>	420	31,0 %
Bénéfice net	<b>193</b>	140	37,9 %	<b>302</b>	203	48,8 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	<b>0,70</b>	0,51	37,3 %	<b>1,10</b>	0,74	48,6 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables (en pourcentage)	<b>2,5 %</b>	0,7 %		<b>2,4 %</b>	1,6 %	
Marge d'exploitation	<b>4,5 %</b>	3,8 %		<b>3,9 %</b>	3,1 %	
BAIIA <sup>2)</sup>	<b>459 \$</b>	392 \$	17,1 %	<b>817 \$</b>	678 \$	20,5 %
Marge du BAIIA <sup>2)</sup>	<b>6,3 %</b>	5,6 %		<b>5,9 %</b>	5,0 %	

- Les efforts de redressement de la société vont bon train, celle-ci réussissant à améliorer son offre de produits alimentaires, à proposer davantage de produits novateurs et accroître la valeur offerte à sa clientèle tout en gérant la rénovation de ses magasins et le perfectionnement de son infrastructure.
- Le fait que la fête de Pâques ait eu lieu au deuxième trimestre de 2009 a contribué, à raison d'environ 0,8 %, à la croissance du chiffre d'affaires et de celui des magasins comparables par rapport à ce qu'ils étaient pour la période correspondante en 2008.
- La progression du chiffre d'affaires a été affaiblie de 0,5 % par la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008.
- Au deuxième trimestre de 2009:
  - la croissance des ventes de produits alimentaires et de produits de pharmacie a été forte;
  - la croissance des ventes de vêtements a été modeste, alors que les ventes d'articles de marchandise générale ont continué de diminuer;
  - le repli du prix de l'essence a entraîné le recul du chiffre d'affaires des postes d'essence, malgré une croissance modérée des volumes vendus;
  - l'inflation interne du prix de détail des aliments a été inférieure à l'inflation du prix des aliments calculée selon l'« indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin » ainsi qu'à celle du premier trimestre de 2009. Au deuxième trimestre de 2008, la société avait enregistré une légère déflation interne du prix de détail des aliments.

1) Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs », à la page 3 du présent rapport pour prendre connaissance des facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents des conclusions, prévisions et projections figurant aux présentes ainsi que des principaux facteurs et hypothèses qui ont été utilisés. Ce rapport doit être lu parallèlement aux documents de Les Compagnies Loblaw limitée qui sont déposés périodiquement auprès des autorités en valeurs mobilières, lesquels se trouvent sur les sites [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et [www.loblaw.ca](http://www.loblaw.ca).

2) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 13 du présent rapport.

3) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

- Exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, le bénéfice brut s'est élevé à 23,4 % au deuxième trimestre de 2009, affichant ainsi une hausse de 90 points de base, en regard des 22,5 % enregistrés au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette progression est en partie attribuable à la priorité accordée par la société aux initiatives visant à accroître les synergies en matière d'achat, à une gestion rigoureuse de sa chaîne d'approvisionnement et à l'efficacité de sa logistique de transport. La composition du chiffre d'affaires, le succès des campagnes promotionnelles et l'inflation ont également contribué à cette progression.
- Le bénéfice d'exploitation du deuxième trimestre de 2009 comprend les produits nets associés à l'incidence de la rémunération à base d'actions, compte non tenu des contrats à terme de capitaux propres, et s'élevant à 7 millions de dollars en 2009, contre 10 millions de dollars en 2008. Leur incidence sur le bénéfice net de base par action ordinaire a été de 0,03 \$ (0,03 \$ en 2008). Les produits hors trésorerie tirés des contrats à terme de capitaux propres ont résulté de la hausse du cours des actions de la société au deuxième trimestre de 2009.
- Au deuxième trimestre de 2009, la société a engagé 13 millions de dollars supplémentaires en lien avec son investissement, déjà annoncé, dans la technologie de l'information et la chaîne d'approvisionnement, ce qui a eu une incidence défavorable de 0,04 \$ sur le bénéfice net de base par action ordinaire.
- Le bénéfice d'exploitation et la marge d'exploitation ont profité de l'accroissement du bénéfice brut et de la réduction des coûts de la main-d'œuvre et de l'entreposage, ce qui a en partie été atténué par l'investissement supplémentaire, déjà annoncé, dans la technologie de l'information et la chaîne d'approvisionnement ainsi que par la baisse des produits nets liés à la rémunération à base d'actions.
- Après la fin du trimestre, la société a annoncé qu'elle avait conclu une convention visant l'acquisition, sous réserve du consentement et de l'approbation des organismes de réglementation, de la totalité des actions ordinaires de T&T Supermarket Inc. (« T&T »), la plus importante chaîne de magasins d'alimentation asiatique au Canada. Le coût d'acquisition se chiffre à 225 millions de dollars, certains ajustements devant être apportés à la clôture de cette opération. Une tranche de 191 millions de dollars du coût d'acquisition sera financée par des liquidités, alors que la tranche résiduelle sera financée au moyen d'actions privilégiées émises par T&T, dont la valeur sera liée au rendement futur de T&T. La conclusion de la transaction devrait avoir lieu avant la fin du présent exercice. Cette acquisition devrait avoir une incidence positive sur le bénéfice de la société dès la première année.

« L'augmentation du bénéfice enregistrée ce trimestre s'explique en grande partie par les coûts et la marge brute, a commenté Galen G. Weston, président du Conseil, Les Compagnies Loblaw limitée. Nous ne nous attendons pas à ce que cette tendance à la hausse se poursuive. Nous n'avons cessé d'affirmer que la deuxième moitié du présent exercice serait de loin la plus difficile, et compte tenu des volumes du marché en déclin, de la diminution de l'inflation, de l'intensification de la concurrence et de l'envergure de nos programmes de rénovation des magasins et d'amélioration de nos infrastructures, nous nous attendons à ce que le chiffre d'affaires et les marges soient mis à rude épreuve. »

## Table des matières

1	Sommaire des résultats du deuxième trimestre de 2009	16	États consolidés du résultat étendu
3	Énoncés prospectifs	17	Bilans consolidés
4	Rapport de gestion	18	États consolidés des flux de trésorerie
15	États consolidés des résultats	19	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés
16	États consolidés de la variation des capitaux propres	28	Tableau de la couverture par le bénéfice aux fins des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

### Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de Loblaw contient des énoncés prospectifs concernant les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, la liquidité, les obligations, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, le rendement, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et d'autres expressions semblables ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, lorsqu'ils se rapportent à la société ou à sa direction. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment la possibilité que les plans et les objectifs de la société ne soient pas réalisés. Ces risques et incertitudes comprennent notamment l'évolution de la conjoncture économique, dont le taux d'inflation; les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs; l'intensification de la concurrence de la part des concurrents actuels ou de nouveaux concurrents; des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents; le rendement des magasins franchisés en deçà des attentes; les risques associés aux conditions du programme financier offert aux franchisés de la société; l'impossibilité de réaliser une croissance du chiffre d'affaires ainsi que les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes informatiques, le réseau d'approvisionnement et d'autres mesures de réduction des coûts; l'augmentation des coûts liés aux services publics et, notamment, à l'électricité et au carburant; l'incapacité de l'infrastructure informatique de la société à soutenir les besoins de cette dernière; l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes; l'incapacité à mener à bien les initiatives importantes en temps opportun, notamment le lancement de produits novateurs et reformulés et la rénovation ou l'ouverture de magasins; les résultats imprévus associés à la mise en œuvre d'initiatives stratégiques; l'incapacité de la chaîne d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société; la détérioration des relations de la société avec les membres de son personnel, particulièrement au cours des périodes de changement; l'incapacité d'atteindre les résultats désirés au cours des négociations collectives, y compris les modalités de futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail; les modifications des exigences réglementaires qui concernent les activités de la société; l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société, notamment en ce qui a trait à l'évaluation des stocks; les fluctuations du bénéfice de la société par suite de la variation de la valeur de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires; les changements dans les passifs d'impôts de la société, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales ou des cotisations futures; une dépendance envers des prestataires de services indépendants qui nuirait à la société; les événements touchant la santé publique; l'incapacité de la société à obtenir du financement externe; les variations des taux de change et d'intérêt; l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit; toutes cotisations que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle; l'incapacité de la société à recruter et à garder à son emploi des dirigeants clés; et les questions de contrôle de la qualité avec les fournisseurs. Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, de temps à autre, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, notamment dans la rubrique « Risques et gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2008 - revue financière de la société. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et leur incidence respective sur la société.

En outre, d'autres risques et incertitudes actuellement inconnus de la société ou que cette dernière juge négligeables à l'heure actuelle pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent sensiblement de ceux prévus dans ces énoncés prospectifs. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, lesquels reflètent les attentes de la société uniquement en date du rapport de gestion du présent rapport trimestriel. La société décline toute obligation ou intention de mettre à jour ou de revoir ces énoncés prospectifs à la lumière de nouvelles informations ou à la suite d'événements ultérieurs, ou bien pour tout autre motif, sauf dans la mesure prévue par la loi.

## Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de 2009 et les notes afférentes qui figurent aux pages 19 à 27 du présent rapport trimestriel, avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes de l'exercice terminé le 3 janvier 2009 ainsi qu'avec le rapport de gestion annuel figurant dans le rapport annuel 2008 – revue financière de la société. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de 2009 et les notes afférentes ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et sont établis en dollars canadiens. Ces états financiers consolidés intermédiaires englobent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée, ceux de ses filiales ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV ») que la société est tenue de consolider conformément à la Note d'orientation concernant la comptabilité 15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities) » (la « NOC-15 »). Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 83 du rapport annuel 2008 – revue financière de la société. En outre, le présent rapport trimestriel comprend les expressions suivantes : « rendement de l'actif net sur une base annuelle<sup>1)</sup> », qui est défini comme le bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres, divisé par l'actif net moyen<sup>1)</sup>, et « rendement des capitaux propres sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice net cumulatif attribuable aux actionnaires ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion prennent en compte l'information à jour jusqu'au 24 juillet 2009, sauf indication contraire.

### Résultats d'exploitation

Les efforts de redressement de la société vont bon train, celle-ci réussissant à améliorer son offre de produits alimentaires, à proposer davantage de produits novateurs et accroître la valeur offerte à sa clientèle tout en gérant la rénovation de ses magasins et le perfectionnement de son infrastructure.

**Chiffre d'affaires** Le chiffre d'affaires a augmenté de 2,8 % au deuxième trimestre de 2009, pour s'établir à 7,233 milliards de dollars, comparativement à 7,037 milliards de dollars pour la même période de 2008.

Les éléments ci-dessous constituent les principaux facteurs à l'origine de la variation du chiffre d'affaires entre les deuxièmes trimestres de 2008 et de 2009.

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables s'est renforcé de 2,5 %.
- Le fait que la fête de Pâques ait eu lieu au deuxième trimestre de 2009 a généré une hausse du chiffre d'affaires et une augmentation d'environ 0,8 % du chiffre d'affaires des magasins comparables au deuxième trimestre.
- La progression du chiffre d'affaires a été affaiblie de 0,5 % par la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008.
- L'essor des ventes de produits alimentaires et de produits de pharmacie a été solide.
- La croissance des ventes de vêtements a été modérée, alors que celle des articles de marchandise générale a continué de diminuer à cause d'une baisse des dépenses de consommation discrétionnaires et de la réduction des gammes de produits et de la superficie leur étant allouée.
- Le repli du prix de l'essence a entraîné un recul du chiffre d'affaires des postes d'essence, malgré une croissance modérée des volumes vendus.
- L'inflation interne du prix de détail des aliments a été inférieure à l'inflation nationale du prix des aliments de 7,4 %, calculée selon l'« indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin », ainsi qu'à celle du premier trimestre de 2009. Au deuxième trimestre de 2008, la société avait enregistré une légère déflation interne du prix de détail des aliments. Cet indice ne tient pas forcément compte de l'incidence de l'inflation sur la composition précise des produits vendus dans les magasins Loblaw.
- Au deuxième trimestre de 2009, quatre nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont été inaugurés et cinq ont été fermés, ce qui a représenté une diminution nette de 0,1 million de pieds carrés, soit 0,1 % de la superficie. Au cours des quatre derniers trimestres, le nombre net de pieds carrés est demeuré pour ainsi dire inchangé, 32 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ayant été ouverts, ce qui inclut ceux qui ont été transformés ou qui ont fait l'objet d'agrandissements importants, et 39 ayant fermé leurs portes.

Dans les deux premiers trimestres du présent exercice, le chiffre d'affaires a grimpé de 2,9 %, ou 387 millions de dollars, pour se chiffrer à 13,951 milliards de dollars. Les facteurs suivants expliquent plus en détails cette progression comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables s'est renforcé de 2,4 %.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 13 du présent rapport.

## Rapport de gestion

- La croissance du chiffre d'affaires a été affaiblie de 0,5 % par la vente des activités de services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008.
- L'ajout d'un jour ouvrable dans la première semaine de 2009 du fait que le jour de l'An a eu lieu durant le quatrième trimestre de 2008 a généré une augmentation du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables d'environ 0,2 %.
- Une grève dans certains magasins *Maxi* du Québec a réduit d'environ 0,3 % la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables. Exception faite de deux magasins qui ont définitivement fermé leurs portes, ces établissements ont ouvert de nouveau au cours du premier trimestre de 2009.

**Bénéfice brut** Le bénéfice brut est passé de 1,584 milliards de dollars en 2008 à 1,689 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2009, ce qui traduit une hausse de 105 millions de dollars. Le bénéfice brut a correspondu à 23,4 % du chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2009, en regard de 22,5 % un an plus tôt. À ce jour, le bénéfice brut s'est accru de 229 millions de dollars et a atteint 3,303 milliards de dollars, contre 3,074 milliards de dollars en 2008. En pourcentage du chiffre d'affaires, il s'est situé à 23,7 % pour les deux premiers trimestres de 2009, contre 22,7 % en 2008. Pour les deux premiers trimestres de 2009, les mesures visant à accroître les synergies en matière d'achat, une gestion plus stricte des fournisseurs et l'efficacité de la logistique de transport ont favorisé la progression du bénéfice brut et du pourcentage du chiffre d'affaires qu'il a représenté tout comme l'ont fait la composition du chiffre d'affaires, le succès des campagnes promotionnelles et l'inflation.

**Bénéfice d'exploitation** Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 324 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, en regard de 264 millions de dollars pour la période correspondante de 2008, résultant en une hausse de 22,7 %. La marge d'exploitation a été de 4,5 % au deuxième trimestre de 2009, contre 3,8 % un an plus tôt. La progression du bénéfice d'exploitation a résulté essentiellement de la croissance du bénéfice brut, mais a été atténuée par le recul des produits nets liés à la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme de capitaux propres, produits qui se sont situés à 7 millions de dollars (10 millions de dollars en 2008), par le gain moins élevé, soit 8 millions de dollars (14 millions de dollars en 2008), tiré de la vente de placements par la Banque *le Choix du Président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, et par des charges supplémentaires de 13 millions de dollars liées à l'investissement, déjà annoncé, dans la technologie de l'information et la chaîne d'approvisionnement. Les produits hors trésorerie tirés des contrats à terme de capitaux propres ont résulté de la hausse du cours des actions de la société au deuxième trimestre de 2009.

Les mesures de compression des coûts ont contribué à l'accroissement du bénéfice d'exploitation entre les deux premiers trimestres de 2008 et ceux de 2009. Plus précisément, les coûts de la main-d'œuvre et de l'entreposage ont fléchi grâce à une productivité plus élevée du personnel et à de meilleures efficacités dans les centres de distribution.

Au deuxième trimestre de 2009, le BAIIA<sup>1)</sup> a augmenté de 67 millions de dollars, ou 17,1 %, pour se chiffrer à 459 millions de dollars, alors qu'il était de 392 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008. La marge du BAIIA<sup>1)</sup> est passée de 5,6 % à la période correspondante de 2008 à 6,3 % au deuxième trimestre de 2009. L'amélioration du BAIIA<sup>1)</sup> et de la marge du BAIIA<sup>1)</sup> est attribuable à la croissance du chiffre d'affaires et du bénéfice brut, en partie contrebalancée par le recul des produits nets liés à la rémunération à base d'actions et du gain résultant de la vente de placements par la Banque PC.

Depuis le début du présent exercice, le bénéfice d'exploitation a bondi de 130 millions de dollars, ou 31,0 %, pour s'établir à 550 millions de dollars, soit une marge d'exploitation de 3,9 %, contre 3,1 % un an plus tôt. Le bénéfice d'exploitation des deux premiers trimestres de 2009 tient compte d'une charge de 12 millions de dollars (15 millions de dollars en 2008) liée à la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme de capitaux propres. La charge hors trésorerie associée aux contrats à terme de capitaux propres a résulté du fléchissement du cours des actions de la société dans les deux premiers trimestres de 2009. La progression du bénéfice d'exploitation a été en partie contrebalancée par des charges de 36 millions de dollars en lien avec l'investissement, déjà annoncé, dans la technologie de l'information et la chaîne d'approvisionnement et par la baisse du gain tiré de la vente de placements par la Banque PC, gain qui s'est chiffré à 8 millions de dollars (14 millions de dollars en 2008).

Le BAIIA<sup>1)</sup> des deux premiers trimestres de 2009 a bondi de 139 millions de dollars, ou 20,5 %, pour s'établir à 817 millions de dollars, contre 678 millions de dollars pour la période correspondante de 2008. La marge du BAIIA<sup>1)</sup> est passée des 5,0 % qu'elle était un an plus tôt à 5,9 %. L'accroissement du BAIIA<sup>1)</sup> et de la marge du BAIIA<sup>1)</sup> aux deux premiers trimestres de 2009 est attribuable à l'essor du chiffre d'affaires et du bénéfice brut ainsi qu'à la diminution des coûts de rémunération à base d'actions, ce qui a été atténué par l'investissement supplémentaire, déjà annoncé, dans la technologie de l'information et la chaîne d'approvisionnement et par le plus faible gain tiré de la vente de placements par la Banque PC.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 13 du présent rapport.

**Intérêts débiteurs et autres frais de financement** Les intérêts débiteurs et autres frais de financement se sont élevés à 60 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, soit pratiquement le même montant que celui inscrit pour la période correspondante de 2008.

Les éléments suivants ont influé sur les intérêts débiteurs et autres frais de financement :

- des intérêts sur la dette à long terme de 64 millions de dollars (65 millions de dollars en 2008);
- des intérêts créditeurs sur les instruments financiers dérivés, ce qui tient compte de l'incidence des swaps de taux d'intérêt et de devises et des contrats à terme de capitaux propres de la société, de néant (2 millions de dollars en 2008);
- des intérêts créditeurs nets à court terme de 3 millions de dollars (intérêts débiteurs de 3 millions de dollars en 2008);
- des intérêts créditeurs sur les dépôts de garantie de néant (2 millions de dollars en 2008);
- des dividendes sur les titres de participation de 4 millions de dollars (néant en 2008);
- des intérêts débiteurs de 5 millions de dollars (4 millions de dollars en 2008) qui ont été capitalisés dans les immobilisations.

Pour les deux premiers trimestres de 2009, les intérêts débiteurs et autres frais de financement se sont élevés à 121 millions de dollars, comparativement à 118 millions de dollars en 2008.

**Impôts sur le bénéfice** Pour le deuxième trimestre de 2009 et pour les deux premiers trimestres de l'exercice, le taux d'imposition effectif s'est respectivement établi à 25,8 % (30,4 % en 2008) et à 30,1 % (32,5 % en 2008). Les modifications du taux d'imposition effectif s'expliquent essentiellement par une diminution de la charge d'impôts de l'exercice en cours en raison de certaines questions fiscales liées à des exercices antérieurs et par des variations de la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires où le taux d'imposition est différent, facteurs qui ont été atténués par l'incidence nette des montants non déductibles ou non imposables.

**Bénéfice net** Le bénéfice net dégagé au deuxième trimestre de 2009 s'est établi à 193 millions de dollars, en hausse de 53 millions de dollars, ou 37,9 %, sur celui du même trimestre de 2008, lequel avait atteint 140 millions de dollars. Pour les deux premiers trimestres de 2009, le bénéfice net a atteint 302 millions de dollars, contre 203 millions de dollars en 2008, résultant en une hausse de 99 millions de dollars, ou 48,8 %. Le bénéfice net de base par action ordinaire du deuxième trimestre de 2009 s'est renforcé de 0,19 \$, ou 37,3 %, passant de 0,51 \$ au deuxième trimestre de 2008 à 0,70 \$ et, en cumul annuel, a augmenté de 0,36 \$, ou 48,6 %, pour atteindre 1,10 \$, contre 0,74 \$ pour la même période de l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2009, des produits de 0,03 \$ (0,03 \$ en 2008) par action ordinaire et, depuis le début du présent exercice, une charge de 0,04 \$ (0,07 \$ en 2008) par action ordinaire, éléments imputables à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme de capitaux propres, ont influé sur le bénéfice net de base par action ordinaire.

### Situation financière

**Ratios financiers** Le ratio de la dette nette<sup>1)</sup> aux capitaux propres de la société est demeuré conforme à ses lignes directrices internes qui l'établissent à moins de 1:1. À la fin du deuxième trimestre de 2009, le ratio de la dette nette<sup>1)</sup> aux capitaux propres était de 0,48:1, comparativement à 0,72:1 à la fin du même trimestre de 2008 et à 0,55:1 à la fin de cet exercice. La société définit les capitaux propres servant au calcul du ratio de la dette nette<sup>1)</sup> aux capitaux propres comme les titres de participation et les capitaux propres. La diminution du ratio de la dette nette<sup>1)</sup> aux capitaux propres à la fin du deuxième trimestre de 2009 comparativement à la fin de l'exercice 2008 est attribuable à l'amélioration du fonds de roulement et à la hausse des capitaux propres. Le ratio de couverture des intérêts a représenté un ratio de 4,2 fois au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 3,3 fois en 2008.

À la fin du deuxième trimestre de 2009, le rendement de l'actif net sur une base annuelle<sup>1)</sup> avait augmenté, s'établissant ainsi à 11,8 %, comparativement à 8,0 % à la fin de la période correspondante de 2008 et à 10,7 % à la fin de cet exercice. Le rendement des capitaux propres sur une base annuelle se situait à 11,3 % à la fin du deuxième trimestre de 2009, en regard de 6,6 % un an plus tôt et de 9,7 % à la fin de l'exercice 2008. Les ratios du deuxième trimestre de 2009 ont bénéficié de l'augmentation du bénéfice d'exploitation cumulatif durant les quatre derniers trimestres.

**Dividendes** Le 4 mai 2009, le Conseil d'administration de la société a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action ordinaire devant être versé le 1<sup>er</sup> juillet 2009 et un dividende de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, dont le paiement est prévu pour le 31 juillet 2009.

Le 6 mai 2009, la société a instauré un régime de réinvestissement des dividendes (le « RRD ») aux termes duquel les porteurs d'actions ordinaires qui y sont admissibles peuvent choisir de réinvestir automatiquement leurs dividendes trimestriels réguliers en actions ordinaires de la société sans avoir à verser de commissions, de frais d'administration ou de droits de courtage. Les actions ordinaires émises aux actionnaires aux termes du RRD sont des actions émises sur le capital autorisé ou des actions rachetées sur le marché libre, au gré de

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 13 du présent rapport.

## Rapport de gestion

la société. En vertu du RRD, le Conseil d'administration peut, si besoin est, autoriser un escompte à l'émission d'actions ordinaires sur le capital autorisé. Le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la société a, aux termes du RRD, émis 1 163 201 actions ordinaires sur le capital autorisé à un prix représentant un escompte de 3 % par rapport à leur cours, ce qui a donné lieu à des économies d'un montant net en espèces d'environ 39 millions de dollars.

Après la fin du trimestre, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action ordinaire qui sera versé le 1<sup>er</sup> octobre 2009 ainsi qu'un dividende trimestriel de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, dont la date de versement sera le 31 octobre 2009.

**Capital-actions en circulation** Le capital-actions en circulation de la société est composé d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé. Compte tenu de l'émission d'actions aux termes du RRD, 275 336 765 actions ordinaires sont en circulation. De plus, 12 millions d'actions privilégiées de deuxième rang, série A sont autorisées et 9 millions d'entre elles étaient en circulation à la fin du deuxième trimestre de 2009. Les actions privilégiées sont classées comme des titres de participation et sont inscrites dans le passif. D'autres informations sur le capital-actions en circulation de la société figurent à la note 13 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

### Situation de trésorerie et sources de financement

**Rentrées (sorties) nettes liées aux activités d'exploitation** Au deuxième trimestre de 2009, les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 831 millions de dollars, en regard de 279 millions de dollars pour la période correspondante de 2008. Pour les deux premiers trimestres de 2009, les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation se sont établies à 475 millions de dollars, alors que des sorties nettes de 48 millions de dollars avaient résulté de telles activités dans les mêmes périodes de 2008. L'augmentation des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation est essentiellement attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation et aux variations des éléments hors caisse du fonds de roulement découlant de l'évolution des stocks et des créditeurs et charges à payer. Un paiement de 38 millions de dollars à une contrepartie aux fins de l'extinction d'une partie du passif associé aux contrats à terme de capitaux propres a également influé sur les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation qui ont été enregistrées en 2009.

**Sorties nettes liées aux activités d'investissement** Au deuxième trimestre, les sorties nettes liées aux activités d'investissement se sont établies à 102 millions de dollars, contre 366 millions de dollars en 2008. Pour les deux premiers trimestres de 2009, les sorties nettes liées aux activités d'investissement ont été de 132 millions de dollars, contre 260 millions de dollars à la période correspondante de 2008. La variation survenue au deuxième trimestre de 2009 a découlé essentiellement de l'évolution des placements à court terme et de la diminution des dépôts de garantie, ce qui a été en partie contrebalancé par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations. La variation enregistrée depuis le début de l'exercice 2009 a découlé essentiellement de l'augmentation des rentrées nettes liées à des créances sur cartes de crédit après leur titrisation ainsi que de la baisse des dépôts de garantie, ce qui a été atténué par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations et l'évolution des placements à court terme. Les dépenses en immobilisations se sont élevées à 199 millions de dollars pour le deuxième trimestre (87 millions de dollars en 2008) et à 322 millions de dollars depuis le début de 2009 (200 millions de dollars en 2008). La société estime que les dépenses en immobilisations s'établiront à environ 1 milliard de dollars en 2009.

**Sorties (rentrées) nettes liées aux activités de financement** Au deuxième trimestre de 2009, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 360 millions de dollars, contre 139 millions de dollars au trimestre correspondant de 2008. Leur variation a découlé essentiellement du remboursement de la dette à court terme de la société. Sa dette à long terme s'est accrue en raison de l'émission des 350 millions de dollars de billets à moyen terme, à 4,85 %, émission dont le produit a servi à rembourser une partie de sa dette à court terme. Pour les deux premiers trimestres de 2009, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 78 millions de dollars, alors que des rentrées nettes liées à de telles activités de 207 millions de dollars avaient été inscrites un an plus tôt. La variation constatée depuis le début du présent exercice a résulté surtout du remboursement de la dette à court terme et de la dette bancaire ainsi que de l'arrivée à échéance du billet à moyen terme de 125 millions de dollars de la société. Sa dette à long terme a augmenté en raison de l'émission, au deuxième trimestre de 2009, de 350 millions de dollars de billets à moyen terme, à 4,85 %, émission dont le produit a servi à rembourser une partie de sa dette à court terme. L'augmentation des sorties nettes liées aux activités de financement a été en partie compensée par la réduction des paiements de dividendes au premier trimestre de 2009 en raison de la date du paiement des dividendes sur les actions ordinaires.

Au cours du deuxième trimestre de 2009 et conformément à son programme de billets à moyen terme, série 2, la société a émis des billets à moyen terme non garantis, série 2-A d'une durée de cinq ans et d'un montant en capital de 350 millions de dollars. Les intérêts sur les billets, d'un taux fixe de 4,85 %, doivent être versés chaque semestre. Ces billets représentent des obligations non garanties et sont remboursables au gré de la société.



Les billets à moyen terme, à 5,75 %, de 125 millions de dollars exigibles le 22 janvier 2009 sont arrivés à échéance et ont été remboursés au premier trimestre de 2009.

**Dettes nettes<sup>1)</sup>** Au premier trimestre de 2009, la société avait modifié sa définition de la dette nette<sup>1)</sup> afin qu'elle englobe la juste valeur des actifs et passifs dérivés financiers, la société jugeant que cette mesure devait rendre compte de tous les arrangements financiers portant intérêt.

La dette nette<sup>1)</sup> se chiffrait à 2 990 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2009, contre 3 973 millions de dollars à la fin de la même période de 2008. La diminution de 983 millions de dollars a résulté surtout de l'émission de 218 millions de dollars de titres de participation, de la titrisation de 300 millions de dollars de créances de la Banque PC et de l'amélioration du fonds de roulement. Pour les deux premiers trimestres de 2009, la dette nette<sup>1)</sup> a diminué de 303 millions de dollars en raison de l'accroissement du fonds de roulement, alors qu'elle avait augmenté de 404 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2008 en raison de la contraction du fonds de roulement.

## Sources de financement

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs liés à l'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur sa facilité de crédit actuelle lui permettent de financer son programme de dépenses en immobilisations ainsi que ses besoins courants liés à ses activités, y compris le fonds de roulement et la capitalisation des régimes de retraite, au cours des 12 prochains mois. Comme elle jouit d'un accès raisonnablement facile aux marchés financiers, la société n'entrevoit pas de difficulté à obtenir du financement pour s'acquitter de ses obligations à long terme.

De temps à autre, la Banque PC, filiale en propriété exclusive de la société, tirs des créances sur cartes de crédit en cédant une partie de ses droits sur ces créances à des fiduciaires indépendantes. Le recours des fiduciaires indépendantes à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés par celle-ci et est appuyé par la société au moyen d'une lettre de garantie (116 millions de dollars en 2009; 89 millions de dollars en 2008) sur une partie du montant titrisé. Une tranche des créances titrisées est détenue aux termes d'une facilité associée aux fiduciaires indépendantes d'une durée de 364 jours, facilité dont le renouvellement est prévu pour le troisième trimestre de 2009. Si la facilité n'est pas renouvelée, les recouvrements doivent être cumulés jusqu'à l'échéance et le montant de cette tranche des créances titrisées, remboursé à la fiduciaire. Si la société n'effectuait pas de renouvellement ni d'autres opérations de titrisation, elle devrait obtenir du financement en émettant des titres d'emprunt ou des instruments de capitaux propres additionnels. Au cours du premier trimestre de 2009, l'une de ces fiduciaires indépendantes a déposé un prospectus préalable de base lui permettant d'émettre jusqu'à 1,5 milliard de dollars de billets sur 25 mois. Les émissions de billets ont lieu sous réserve de l'accès aux marchés du crédit.

La plupart du temps, la société satisfait à ses besoins de financement à long terme principalement par l'entremise de son programme de billets à moyen terme. Elle peut refinancer sa dette à long terme qui arrive à échéance par l'émission de billets à moyen terme si les conditions du marché le permettent, ou elle peut envisager d'autres solutions.

Le tableau qui suit présente les cotes de solvabilité actuelles de la société.

Cotes de solvabilité (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Cote de solvabilité	Tendance	Cote de solvabilité	Perspective
Papier commercial	R-2 (moyenne)	Stable	A-2	Négative
Billets à moyen terme	BBB	Négative	BBB	Négative
Actions privilégiées	Pfd-3	Négative	P-3 (élevée)	
Autres billets et débiteures	BBB	Négative	BBB	Négative

Les agences de notation susmentionnées établissent leurs cotes de solvabilité en se fondant sur des facteurs quantitatifs et qualitatifs. Ces cotes sont prospectives et visent à donner une indication du risque que la société ne puisse remplir ses obligations en temps opportun.

La capacité de la société d'obtenir du financement de sources externes pourrait être restreinte par l'abaissement de ses cotes de solvabilité, en cas de détérioration de son rendement et de sa situation financière. En outre, les marchés du crédit et des capitaux sont assujettis à des risques mondiaux intrinsèques qui pourraient avoir une incidence défavorable sur l'accès de la société à ces marchés et sur sa capacité à financer ses obligations à court et à long terme au titre de sa dette. La société atténue ces risques en maintenant des niveaux appropriés de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme, en surveillant de près la conjoncture des marchés et en diversifiant ses sources de financement et ses échéances.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 13 du présent rapport.

## Rapport de gestion

Au cours du deuxième trimestre de 2009, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter à la Bourse de Toronto (la « TSX ») jusqu'à 13 708 678 de ses actions ordinaires ou de conclure des contrats sur dérivés de capitaux propres à cette fin, nombre qui représente environ 5 % de la totalité de ses actions ordinaires en circulation. Conformément aux exigences de la TSX, Loblaw doit racheter ses actions au cours en vigueur. La société n'a pas racheté d'actions aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités durant les deux premiers trimestres de 2009.

### Fiducies de financement indépendantes

Certains franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par voie d'une structure mettant en jeu des fiducies indépendantes qui ont été mises sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations, soit principalement des agencements et du matériel. Une importante banque à charte canadienne gère ces fiducies.

Le montant en capital brut des prêts accordés aux franchisés indépendants de la société par les fiducies indépendantes à la fin du deuxième trimestre de 2009 était de 387 millions de dollars (383 millions de dollars en 2008), y compris des prêts de 149 millions de dollars (159 millions de dollars en 2008) consentis à des EDDV que la société consolide. La société a convenu de rehausser le crédit par voie d'une lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes représentant environ 15 % (15 % en 2008) du montant en capital des prêts en cours, et ce, à n'importe quel moment. À la fin du deuxième trimestre de 2009, un montant de 66 millions de dollars (66 millions de dollars en 2008) était en cours sous forme de lettre de garantie. Aucun montant n'a jamais été tiré sur cette lettre de garantie.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la facilité de crédit consentie et renouvelable de 475 millions de dollars et d'une durée de 364 jours qui sert au financement des fiducies indépendantes a été renouvelée. La nouvelle structure de financement a été analysée et la société a conclu qu'elle n'avait pas à consolider d'autres EDDV en raison de ce financement.

### Contrats à terme de capitaux propres

À la fin du deuxième trimestre, la société avait conclu des contrats à terme de capitaux propres visant l'achat d'un total de 3,2 millions d'actions ordinaires (4,8 millions en 2008) à un prix à terme moyen cumulé de 53,82 \$ (54,03 \$ en 2008), y compris des intérêts débiteurs de 9,20 \$ (9,16 \$ en 2008) par action ordinaire, déduction faite des dividendes. À la fin du deuxième trimestre de 2009, les intérêts cumulés et la perte de marché non réalisée de 62 millions de dollars (107 millions de dollars en 2008) étaient inscrits dans les créditeurs et charges à payer. Durant le deuxième trimestre de 2009, la société a versé 38 millions de dollars à une contrepartie afin de résilier une partie des contrats à terme de capitaux propres représentant 1,6 million d'actions, ce qui a entraîné l'extinction d'une tranche correspondante du passif connexe.

### Cotisations aux régimes d'avantages sociaux futurs

Au cours des premier et deuxième trimestres de 2009, la société a versé des cotisations s'établissant à 43 millions de dollars (32 millions de dollars en 2008) à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation. Elle s'attend à y verser 100 millions de dollars en 2009. Le montant réel versé pourrait être différent de l'estimation selon les évaluations actuarielles effectuées, la tenue du marché et les exigences réglementaires. La société surveille et évalue régulièrement l'évolution des régimes ainsi que l'incidence des changements des données démographiques des participants, de la fluctuation des marchés des capitaux et d'autres facteurs économiques pouvant influencer sur les besoins en matière de capitalisation, les coûts des avantages sociaux futurs des employés et les hypothèses actuarielles.

### Résultats d'exploitation trimestriels

Le cycle de présentation de 52 semaines adopté par la société est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf dans le cas du troisième trimestre qui compte 16 semaines. Tous les cinq ans, le quatrième trimestre compte 13 semaines, ce qui s'est produit au cours de l'exercice 2008 et se produira de nouveau en 2013. Le tableau qui suit résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société pour chacun des huit derniers trimestres.

Sommaire des résultats trimestriels  
(non vérifié)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2009 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2008 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2008 (13 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2007 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2008 (16 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2007 (16 semaines – retraité <sup>1)</sup> )
Chiffre d'affaires	7 233 \$	7 037 \$	6 718 \$	6 527 \$	7 745 \$	6 967 \$	9 493 \$	9 137 \$
Bénéfice net	193 \$	140 \$	109 \$	63 \$	190 \$	43 \$	157 \$	117 \$
Bénéfice net par action ordinaire								
De base et dilué (en dollars)	0,70 \$	0,51 \$	0,40 \$	0,23 \$	0,69 \$	0,16 \$	0,57 \$	0,43 \$

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2009 a dépassé celui de la même période de 2008. La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables au cours du deuxième trimestre de 2009 a été de 2,5 %. La date de la fête de Pâques, laquelle a entraîné l'inscription, au deuxième trimestre de 2009, d'une partie du chiffre d'affaires dont l'équivalent, en 2008, avait été comptabilisé au premier trimestre, a contribué à raison d'environ 0,8 % à l'essor du chiffre d'affaires et de celui des magasins comparables au deuxième trimestre de 2009.

La vente des services alimentaires de la société au dernier trimestre de 2008 a réduit de quelque 0,5 % la croissance du chiffre d'affaires enregistrée pour chacun des deux premiers trimestres de 2009. Le chiffre d'affaires a augmenté au cours de chaque trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables. La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables réalisée dans les trois trimestres précédents avait été de 3,0 % pour le troisième trimestre de 2008, de 10,6 % pour le quatrième trimestre de 2008 et de 2,1 % pour le premier trimestre de 2009. La semaine de vente supplémentaire au quatrième trimestre de 2008 a favorisé l'essor du chiffre d'affaires et l'augmentation de celui des magasins comparables dans une mesure de 7,9 %.

Les fluctuations du bénéfice net trimestriel tiennent compte des activités sous-jacentes de la société et reflètent l'incidence d'un certain nombre de charges spécifiques, notamment les frais de restructuration et autres charges, l'incidence de la rémunération nette à base d'actions, compte tenu des contrats à terme de capitaux propres, et les coûts liés à l'investissement supplémentaire dans la technologie de l'information et la chaîne d'approvisionnement. Le bénéfice des premier et deuxième trimestres de 2008 ainsi que du quatrième trimestre de 2007 avait été affaibli par les investissements dans les prix de détail à la baisse. Le caractère saisonnier des activités et le calendrier des jours fériés influent également sur le bénéfice net trimestriel. C'est au quatrième trimestre que ces éléments saisonniers ont le plus de répercussions, et au deuxième trimestre qu'ils en ont le moins.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôles et procédures de communication de l'information permettant de fournir l'assurance raisonnable que tous les renseignements importants concernant la société et ses filiales sont rassemblés et transmis à la haute direction en temps opportun de sorte qu'elle puisse prendre des décisions appropriées concernant l'information à communiquer.

La direction est aussi responsable de l'établissement et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et pouvant fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis, aux fins de leur publication, conformément aux PCGR du Canada.

Au moment de concevoir ces contrôles, il faut tenir compte du fait que, en raison de ses limites intrinsèques, un système de contrôle, aussi bien conçu et efficace soit-il, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés sont atteints et peut ne pas être en mesure de prévenir ou de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit nécessairement faire appel à son jugement aux fins de l'évaluation des contrôles et procédures.

Pour la période comprise entre le 29 mars et le 20 juin 2009, la direction a évalué s'il s'était produit des changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui ont eu ou qui sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence importante sur ce contrôle. Elle a conclu qu'aucun changement important n'avait eu lieu au cours de cette période.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

### Risques et gestion des risques

Une description détaillée des risques financiers et des risques liés à l'exploitation ainsi que des stratégies de gestion des risques est présentée à la rubrique « Risques et gestion des risques » à la page 18 du rapport de gestion ainsi qu'à la note 26 afférente aux états financiers consolidés, compris dans le rapport annuel 2008 – revue financière de la société. Ce qui suit constitue une mise à jour de ces risques et stratégies de gestion des risques.

**Contexte économique** La conjoncture économique au Canada et aux États-Unis demeure défavorable, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la société dans l'avenir puisque l'augmentation du taux de chômage, les fluctuations des taux d'intérêt, la diminution du revenu disponible et un accès restreint au crédit ou les variations du taux d'inflation pourraient influencer sur les dépenses de consommation et, en bout de ligne, réduire le chiffre d'affaires ainsi que les marges de la société. Les tendances inflationnistes sont imprévisibles et les fluctuations du taux d'inflation pourraient avoir des conséquences sur les prix à la consommation, ce qui pourrait en retour nuire aux résultats. La direction suit de près l'évolution de la conjoncture et son incidence sur les activités de la société et tient compte de ces facteurs au moment d'arrêter ses décisions d'exploitation à court terme et ses décisions stratégiques à plus long terme.

### Acquisition de T&T Supermarket Inc.

Après la fin du trimestre, la société a annoncé qu'elle avait conclu une convention visant l'acquisition, sous réserve du consentement et de l'approbation des organismes de réglementation, de la totalité des actions ordinaires de T&T Supermarket Inc. (« T&T »), la plus importante chaîne de magasins d'alimentation asiatique du Canada. Le coût d'acquisition se chiffre à 225 millions de dollars, certains ajustements devant être apportés à la clôture de cette opération. Une tranche de 191 millions de dollars du coût d'acquisition sera financée par des liquidités, alors que la tranche résiduelle sera financée au moyen d'actions privilégiées émises par T&T, dont la valeur sera liée au rendement futur de T&T. La clôture devrait avoir lieu avant la fin du présent exercice. Cette acquisition devrait avoir une incidence positive sur le bénéfice de la société dès la première année.

### Normes comptables mises en application en 2009

**Écarts d'acquisition et actifs incorporels** En novembre 2007, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié des modifications au chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », et à la note d'orientation concernant la comptabilité n° 11, « Entreprises en phase de démarrage » (la « NOC-11 »), a publié le nouveau chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » (le « chapitre 3064 »), du *Manuel de l'ICCA* afin de remplacer le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », a retiré le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », et a modifié l'abrégé 27 du Comité sur les problèmes nouveaux (le « CPN »), « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », afin qu'il ne s'applique plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Ces modifications liées au chapitre 3064 fournissent des directives pour la constatation d'actifs incorporels, y compris les actifs générés en interne dans le cadre d'activités de recherche et de développement, ce qui assure le traitement uniforme de tous les actifs incorporels, peu importe s'ils ont été acquis ou générés en interne. La société a appliqué ces exigences au premier trimestre de 2009 rétroactivement, avec retraitement des résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le retraitement des résultats trimestriels correspondants a entraîné une augmentation de 6 millions de dollars des frais de vente et d'administration (11 millions de dollars en cumul annuel), une diminution de 7 millions de dollars de l'amortissement (13 millions de dollars en cumul annuel) et une hausse de 1 million de dollars de la charge d'impôts futurs (1 million de dollars en cumul annuel). Ce retraitement s'est également traduit par une diminution de 47 millions de dollars des autres actifs, une baisse de 31 millions de dollars des bénéfices non répartis et une réduction de 16 millions de dollars du passif d'impôts futurs. Au moment de la mise en application de ces nouvelles exigences, la société a constaté une baisse de 42 millions de dollars des autres actifs, une diminution de 15 millions de dollars du passif d'impôts futurs et une réduction de 27 millions de dollars du solde d'ouverture des bénéfices non répartis dans son bilan consolidé au 3 janvier 2009.

**Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers** Le 20 janvier 2009, le CPN a publié l'abrégé 173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (le « CPN-173 »). Le Comité a convenu que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de ses contreparties devaient être pris en compte dans le calcul de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Selon les dispositions transitoires qui ont découlé de la mise en application du CPN-173, l'abrégé doit être appliqué rétrospectivement, sans retraitement des chiffres des périodes précédentes. La société a réévalué ses actifs et passifs financiers, y compris ses instruments dérivés, au 4 janvier 2009, afin de tenir compte de son propre risque de crédit et de celui de ses contreparties. Par conséquent, elle a constaté dans son bilan consolidé une baisse de 12 millions de dollars des autres actifs, une diminution de 4 millions de dollars des autres passifs, une diminution, déduction faite des impôts, de 2 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat étendu et une baisse de 6 millions de dollars des bénéfices non répartis.

## Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Le Conseil des normes comptables du Canada exigera de toutes les sociétés ouvertes qu'elles adoptent les IFRS pour dresser leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le passage des PCGR du Canada aux IFRS aura lieu pour la société au premier trimestre de 2011, moment où elle établira l'information financière de la période écoulée et de la période correspondante conformément aux IFRS.

Pour garantir la mise en œuvre appropriée et en temps opportun des IFRS, la société a mis sur pied une structure de gestion du projet qui comprend une équipe responsable du basculement aux IFRS et dirigée par le chef de la direction financière. Cette équipe est composée de ressources affectées uniquement à cette fin et peut faire appel à des conseillers et à d'autres employés au besoin. Elle présente périodiquement des rapports à un comité de direction, composé de membres de la haute direction, et au comité de vérification.

La société a élaboré un plan de passage aux IFRS comportant trois grandes étapes :

**Première étape : Évaluation diagnostique** Cette étape consiste en un diagnostic général de l'incidence des IFRS qui a servi à cerner les principaux domaines où les différences comptables entre les PCGR du Canada et les IFRS risquent de toucher la société. L'évaluation diagnostique a été parachevée en 2008, et à chaque différence comptable relevée a été assigné un degré de priorité « élevée », « moyenne » ou « basse » en vue d'une analyse plus approfondie.

**Deuxième étape : Évaluation détaillée** Cette étape consiste en une analyse exhaustive des différences entre les conventions comptables actuelles de la société et les IFRS, y compris un examen de ces différences en collaboration avec les divers groupes financiers et les responsables des processus administratifs visant à mieux comprendre ces différences et leur incidence. L'évaluation détaillée a été conclue en avril 2009 et a permis de dresser la liste des modifications éventuelles qu'il pourrait convenir d'apporter aux conventions comptables existantes, aux processus administratifs et aux systèmes d'information. L'analyse se poursuivra afin d'établir l'incidence finale de ces différences.

**Troisième étape : Mise en œuvre** Cette dernière étape comprend deux volets : la conception de la mise en œuvre et la transition.

L'étape de la conception de la mise en œuvre est en cours. Elle consiste en l'analyse des choix comptables offerts par les IFRS, notamment certaines exceptions et certains choix qui permettent la phase de transition. De plus, c'est au cours de cette étape que la conception et la mise au point des modifications devant être apportées aux systèmes d'information et aux activités commerciales, y compris le processus de budgétisation et de planification, les clauses restrictives de nature financière, les principaux indicateurs de rendement, les conventions stipulant une rémunération fondée sur des indicateurs des états financiers et les accords contractuels, seront effectuées.

L'étape de transition comportera l'approbation définitive des conventions comptables retenues, y compris les choix transitoires, ainsi que la modification des processus administratifs et des systèmes d'information et la formation du personnel affecté aux finances, à l'exploitation et à d'autres fonctions. Dans le cas de tous les changements de conventions comptables qui auront été cernés, une évaluation de leurs conséquences sur la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information sera réalisée. Cette étape donnera lieu à la compilation des ajustements transitoires découlant du basculement aux IFRS, s'il en est, de même qu'à l'établissement d'états financiers conformes aux IFRS et comprenant les rapprochements requis avec les PCGR du Canada.

Le calendrier d'activités de l'International Accounting Standards Board prévoit l'exécution de plusieurs projets en 2010 et en 2011 qui pourraient avoir des répercussions sur les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS ainsi que sur leur incidence sur les états financiers des exercices ultérieurs de la société. À l'heure actuelle, la société n'est pas en mesure de quantifier l'incidence de l'adoption future des IFRS sur ses états financiers ni sur les mesures du rendement de son exploitation.

### Perspectives<sup>1)</sup>

L'augmentation du bénéfice de la société au deuxième trimestre s'explique en grande partie par les coûts et la marge brute, mais cette tendance à la hausse ne devrait pas se poursuivre. La société s'attend à ce que le chiffre d'affaires et les marges soient mis à rude épreuve au cours du reste de l'exercice 2009, compte tenu des volumes du marché en déclin, de la diminution de l'inflation, de l'intensification de la concurrence et de l'accélération importante de nos programmes de rénovation des magasins et de perfectionnement.

1) À lire parallèlement avec les « Énoncés prospectifs » figurant à la page 3.

**Informations supplémentaires**

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le *Choix du Président*, filiale de la société.

**Mesures financières non conformes aux PCGR**

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA, la dette nette, le ratio de la dette nette aux capitaux propres et le rendement de l'actif net sur une base annuelle. Dans le passé, elle avait recours aux flux de trésorerie disponibles et au rendement de l'actif total moyen comme mesures financières non conformes aux PCGR. La direction est d'avis, pour les raisons décrites ci-après, que le rendement de l'actif net sur une base annuelle est une mesure plus complète du rendement des actifs productifs. La société estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent à la direction et aux investisseurs de l'information pouvant les aider à évaluer le rendement financier et la situation financière de la société. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR du Canada et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à des mesures portant le même nom que présentent d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme pouvant remplacer d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR du Canada.

**BAIIA et marge du BAIIA** Le tableau qui suit renferme un rapprochement du bénéfice avant la participation sans contrôle, les impôts sur le bénéfice, les intérêts débiteurs et l'amortissement (le « BAIIA ») et du bénéfice d'exploitation, lequel est rapproché aux mesures du bénéfice net conformes aux PCGR du Canada qui sont présentées dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats pour les périodes de 12 semaines et de 24 semaines terminées le 20 juin 2009 et le 14 juin 2008. Le BAIIA est une mesure utile pour la direction qui s'en sert pour évaluer le rendement des activités de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pouvant combler ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

La marge du BAIIA s'entend du BAIIA divisé par le chiffre d'affaires.

(en millions de dollars)	<b>2009</b> <b>(12 semaines)</b>	2008 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	<b>2009</b> <b>(24 semaines)</b>	2008 (24 semaines – retraité <sup>1)</sup> )
Bénéfice net	<b>193 \$</b>	140 \$	<b>302 \$</b>	203 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Participation sans contrôle	<b>3</b>	2	<b>(2)</b>	1
Impôts sur le bénéfice	<b>68</b>	62	<b>129</b>	98
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	<b>60</b>	60	<b>121</b>	118
Bénéfice d'exploitation	<b>324</b>	264	<b>550</b>	420
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissement	<b>135</b>	128	<b>267</b>	258
<b>BAIIA</b>	<b>459 \$</b>	392 \$	<b>817 \$</b>	678 \$

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

**Dettes nettes** Le tableau qui suit présente le rapprochement de la dette nette utilisée dans le calcul du ratio de la dette nette aux capitaux propres et des mesures conformes aux PCGR du Canada présentées à la fin des périodes indiquées. Au premier trimestre de 2009, la société avait modifié sa définition de la dette nette afin qu'elle englobe la juste valeur des actifs et passifs dérivés financiers, jugeant que cette mesure devait rendre compte de tous les arrangements financiers portant intérêt.

La société calcule sa dette nette comme la somme de la dette à long terme, de la dette à court terme et de la juste valeur des passifs dérivés financiers, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les dépôts de garantie et la juste valeur des actifs dérivés financiers. Elle estime que cette mesure est utile pour évaluer le niveau d'endettement.

(en millions de dollars)	Au 20 juin 2009	Au 14 juin 2008	Au 3 janvier 2009	Au 29 décembre 2007
Dettes bancaires	1 \$	55 \$	52 \$	3 \$
Dettes à court terme	–	798	190	418
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	340	165	165	432
Dettes à long terme	4 091	4 033	4 070	3 852
Juste valeur des passifs (actifs) dérivés financiers	(56)	(85)	6	(159)
	<b>4 376</b>	<b>4 966</b>	<b>4 483</b>	<b>4 546</b>
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	770	345	528	430
Placements à court terme	308	296	225	225
Dépôts de garantie	308	352	437	322
<b>Dettes nettes</b>	<b>2 990 \$</b>	<b>3 973 \$</b>	<b>3 293 \$</b>	<b>3 569 \$</b>

Les actions privilégiées de deuxième rang sont classées comme des titres de participation et sont ignorées aux fins du calcul de la dette nette puisque la société peut les convertir à son gré en actions ordinaires. La juste valeur des instruments financiers dérivés n'est pas ajustée en fonction de la qualité du crédit, conformément au CPN-173. Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

**Actif net** Le tableau qui suit présente le rapprochement de l'actif net utilisé pour établir le rendement de l'actif net sur une base annuelle et des mesures conformes aux PCGR du Canada présentées à la fin des périodes indiquées. Dans le passé, la société avait recours au rendement de l'actif net total moyen comme mesure financière non conforme aux PCGR. La direction est d'avis que le rendement de l'actif net sur une base annuelle est une mesure plus complète du rendement des actifs productifs.

L'actif net correspond au total de l'actif, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les dépôts de garantie et les créanciers et charges à payer. Le rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle s'entend du bénéfice d'exploitation cumulé des quatre derniers trimestres, divisé par l'actif net moyen.

(en millions de dollars)	Au 20 juin 2009	Au 14 juin 2008 (retraité <sup>1)</sup> )	Au 3 janvier 2009 (retraité <sup>1)</sup> )
Total de l'actif établi conformément aux PCGR du Canada	13 974 \$	13 594 \$	13 943 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	770	345	528
Placements à court terme	308	296	225
Dépôts de garantie	308	352	437
Créanciers et charges à payer	2 717	2 467	2 823
<b>Actif net</b>	<b>9 871 \$</b>	<b>10 134 \$</b>	<b>9 930 \$</b>

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## États consolidés des résultats

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 20 juin 2009 et le 14 juin 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2009 (24 semaines)	2008 (24 semaines – retraité <sup>1)</sup> )
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>7 233 \$</b>	7 037 \$	<b>13 951 \$</b>	13 564 \$
<b>Coût des stocks de marchandises vendues</b> (note 9)	<b>5 544</b>	5 453	<b>10 648</b>	10 490
<b>Bénéfice brut</b>	<b>1 689</b>	1 584	<b>3 303</b>	3 074
<b>Charges d'exploitation</b>				
Frais de vente et d'administration	1 230	1 192	2 486	2 396
Amortissement	135	128	267	258
	<b>1 365</b>	1 320	<b>2 753</b>	2 654
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>324</b>	264	<b>550</b>	420
Intérêts débiteurs et autres frais de financement (note 3)	60	60	121	118
<b>Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice et la participation sans contrôle</b>	<b>264</b>	204	<b>429</b>	302
Impôts sur le bénéfice (note 4)	68	62	129	98
<b>Bénéfice net avant la participation sans contrôle</b>	<b>196</b>	142	<b>300</b>	204
Participation sans contrôle	3	2	(2)	1
<b>Bénéfice net</b>	<b>193 \$</b>	140 \$	<b>302 \$</b>	203 \$
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b> (en dollars) (note 5)				
De base et dilué	<b>0,70 \$</b>	0,51 \$	<b>1,10 \$</b>	0,74 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.



## États consolidés de la variation des capitaux propres

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 20 juin 2009 et le 14 juin 2008

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2009 (24 semaines)	2008 (24 semaines – retraité <sup>1)</sup> )
<b>Capital-actions ordinaire au début et à la fin de la période</b>	<b>1 196 \$</b>	1 196 \$
<b>Bénéfices non répartis au début de la période (retraité<sup>1)</sup>)</b>	<b>4 577 \$</b>	4 289 \$
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (note 2)	(6)	(32)
Bénéfice net	302	203
Dividendes déclarés par action ordinaire – 42 ¢ (42 ¢ en 2008)	(115)	(115)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>	<b>4 758 \$</b>	4 345 \$
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période</b>	<b>30 \$</b>	19 \$
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (note 2)	(2)	-
Autres éléments du résultat étendu	(13)	(12)
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période (note 14)</b>	<b>15 \$</b>	7 \$
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>5 969 \$</b>	5 548 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## États consolidés du résultat étendu

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 20 juin 2009 et le 14 juin 2008

(en millions de dollars)

	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2009 (24 semaines)	2008 (24 semaines – retraité <sup>1)</sup> )
Bénéfice net	193 \$	140 \$	302 \$	203 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice				
(Perte nette) gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente	(18)	13	(11)	22
Reclassement dans le bénéfice net du gain net sur les actifs financiers disponibles à la vente	(10)	(13)	(24)	(1)
	(28)	-	(35)	21
Gain net (perte nette) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	9	(6)	6	(15)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte nette (du gain net) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	11	(5)	16	(18)
	20	(11)	22	(33)
Autres éléments du résultat étendu	(8)	(11)	(13)	(12)
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>185 \$</b>	129 \$	<b>289 \$</b>	191 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## Bilans consolidés

(en millions de dollars)	Au 20 juin 2009 (non vérifié)	Au 14 juin 2008 (retraité <sup>1)</sup> ) (non vérifié)	Au 3 janvier 2009 (retraité <sup>1)</sup> ) (vérifié)
<b>Actif</b>			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	770 \$	345 \$	528 \$
Placements à court terme	308	296	225
Débiteurs (notes 7 et 8)	644	891	867
Stocks (notes 2 et 9)	2 115	2 019	2 188
Impôts sur le bénéfice	49	135	40
Impôts futurs	34	50	41
Charges payées d'avance et autres actifs	91	58	71
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>4 011</b>	<b>3 794</b>	<b>3 960</b>
Immobilisations	8 103	7 898	8 045
Écarts d'acquisition	807	807	807
Autres actifs	1 053	1 095	1 131
<b>Total de l'actif</b>	<b>13 974 \$</b>	<b>13 594 \$</b>	<b>13 943 \$</b>
<b>Passif</b>			
Passif à court terme			
Dettes bancaires	1 \$	55 \$	52 \$
Dettes à court terme (note 11)	-	798	190
Créditeurs et charges à payer	2 717	2 467	2 823
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	340	165	165
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>3 058</b>	<b>3 485</b>	<b>3 230</b>
Dettes à long terme (note 12)	4 091	4 033	4 070
Impôts futurs	155	148	156
Autres passifs	464	364	445
Titres de participation	219	-	219
Participation sans contrôle	18	16	20
<b>Total du passif</b>	<b>8 005</b>	<b>8 046</b>	<b>8 140</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions ordinaire	1 196	1 196	1 196
Bénéfices non répartis	4 758	4 345	4 577
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 14)	15	7	30
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>5 969</b>	<b>5 548</b>	<b>5 803</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>13 974 \$</b>	<b>13 594 \$</b>	<b>13 943 \$</b>

Éventualités, engagements et garanties (note 16)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 20 juin 2009 et le 14 juin 2008 (en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	2009 (24 semaines)	2008 (24 semaines – retraité <sup>1)</sup> )
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	196 \$	142 \$	300 \$	204 \$
Amortissement	135	128	267	258
Impôts futurs	(3)	1	3	(8)
Règlement de contrats à terme de capitaux propres (note 15)	(38)	–	(38)	–
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	526	(23)	(58)	(555)
Autres	15	31	1	53
<b>Rentrées (sorties) nettes liées aux activités d'exploitation</b>	<b>831</b>	<b>279</b>	<b>475</b>	<b>(48)</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisitions d'immobilisations	(199)	(87)	(322)	(200)
Placements à court terme	(15)	(250)	(104)	(61)
Produit tiré de la vente d'immobilisations	1	3	6	13
Créances sur cartes de crédit, après titrisation (note 7)	(21)	(42)	208	32
Placements dans des franchises et autres créances	8	(1)	(9)	(19)
Dépôts de garantie et autres	124	11	89	(25)
<b>Sorties nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(102)</b>	<b>(366)</b>	<b>(132)</b>	<b>(260)</b>
<b>Activités de financement</b>				
Dettes bancaires	(76)	(42)	(51)	52
Dettes à court terme (note 11)	(574)	62	(190)	380
Dettes à long terme				
- Émise (note 12)	352	296	360	301
- Remboursée (note 12)	(4)	(398)	(139)	(411)
Dividendes	(58)	(57)	(58)	(115)
<b>(Sorties) rentrées nettes liées aux activités de financement</b>	<b>(360)</b>	<b>(139)</b>	<b>(78)</b>	<b>207</b>
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(37)	(3)	(23)	16
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	332	(229)	242	(85)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	438	574	528	430
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>770 \$</b>	<b>345 \$</b>	<b>770 \$</b>	<b>345 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

### Note 1. Sommaire des principales conventions comptables

**Règles de présentation** Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Ces états financiers ont été dressés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles qui ont été employées dans l'établissement des états financiers consolidés annuels vérifiés pour l'exercice terminé le 3 janvier 2009 compris dans le rapport annuel – revue financière (le « rapport annuel 2008 »), à l'exception de ce qui est indiqué à la note 2. Conformément aux PCGR du Canada, des informations additionnelles sont requises dans les états financiers annuels; les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent donc être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés et des notes y afférentes figurant dans le rapport annuel 2008 de Les Compagnies Loblaw limitée.

**Règles de consolidation** Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée et ceux de ses filiales, collectivement appelées la « société » ou « Loblaw ». La participation de la société dans le capital-actions avec droit de vote des filiales est de 100 %.

La société consolide également les entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV »), conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité 15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities) », (la « NOC-15 »), de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »), sur lesquelles le contrôle de Loblaw s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote. Aux termes de la NOC-15, une EDDV est soit une entité dont les capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné, soit une entité dont les détenteurs de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. La NOC-15 exige que le principal bénéficiaire consolide les EDDV et considère qu'une entité en est le principal bénéficiaire si elle détient des droits variables qui l'amènent à assumer la majorité des pertes prévues de l'EDDV ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV, ou les deux.

**Stocks** Les stocks de marchandises sont inscrits au coût ou à la valeur de réalisation nette, si cette dernière est inférieure. Les coûts comprennent les coûts d'achat, déduction faite des remises de fournisseurs, et d'autres coûts comme les frais de transport et les pertes, qui sont engagés directement pour acheminer les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

**Estimations et hypothèses** L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée, sur les connaissances que la direction possède des événements et de la conjoncture en cours ainsi que des activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, aux écarts d'acquisition, aux impôts sur le bénéfice, à la taxe sur les produits et services et aux taxes de vente provinciales ainsi qu'à la dépréciation d'immobilisations et aux avantages sociaux futurs, reposent sur des jugements subjectifs ou complexes à l'égard de questions pouvant être incertaines, et tout changement dans ces estimations pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés. L'illiquidité des marchés du crédit, la volatilité des titres de participation, les devises, les marchés de l'énergie et le déclin des dépenses à la consommation ont tous contribué à l'accroissement de l'incertitude liée à ces estimations et hypothèses. Puisque les événements futurs et leurs répercussions ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient largement différer de ces estimations. La révision de ces estimations entraînée par une conjoncture fluctuante sera reflétée dans les états financiers des périodes à venir.

### Note 2. Mise en application de nouvelles normes comptables

#### Normes comptables mises en application en 2009

**Écarts d'acquisition et actifs incorporels** En novembre 2007, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers » et à la NOC-11, « Entreprises en phase de démarrage », a publié le nouveau chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », (le « chapitre 3064 »), du *Manuel de l'ICCA*, afin de remplacer le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », a retiré le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », et a modifié l'abrégé 27 du Comité sur les problèmes nouveaux (le « CPN »), « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », afin qu'il ne s'applique plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Ces modifications liées au chapitre 3064 fournissent des directives pour la constatation d'actifs incorporels, y compris les actifs générés en interne dans le cadre d'activités de recherche et de développement, ce qui assure le traitement uniforme de tous les actifs incorporels, peu importe s'ils ont été acquis ou générés en interne. La société a mis en application

ces exigences au premier trimestre de 2009 rétroactivement, avec retraitement des résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le retraitement des résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent a donné lieu à une augmentation de 6 \$ (11 \$ pour l'exercice 2009 à ce jour) des frais de vente et d'administration, à une diminution de 7 \$ (13 \$ pour l'exercice 2009 à ce jour) de l'amortissement et à une augmentation de 1 \$ (1 \$ pour l'exercice 2009 à ce jour) de la charge d'impôts futurs. Le retraitement des résultats de la période correspondante a également entraîné une baisse de 47 \$ des autres actifs, une baisse de 31 \$ des bénéfices non répartis et une baisse de 16 \$ du passif d'impôts futurs. Au moment de la mise en application de ces nouvelles exigences, la société a enregistré au bilan consolidé une baisse de 42 \$ des autres actifs, une diminution de 15 \$ du passif d'impôts futurs et une baisse de 27 \$ du solde d'ouverture des bénéfices non répartis en date du 3 janvier 2009.

**Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers** Le 20 janvier 2009, le CPN a publié l'abrégé 173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (le « CPN-173 »). Le Comité a convenu que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de ses contreparties devaient être pris en compte dans le calcul de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Selon les dispositions transitoires qui ont découlé de la mise en application du CPN-173, l'abrégé doit être appliqué rétrospectivement, sans retraitement des chiffres des périodes précédentes. La société a réévalué les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les instruments dérivés, au 4 janvier 2009, afin de tenir compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de ses contreparties. Par conséquent, la société a comptabilisé dans son bilan consolidé une baisse de 12 \$ des autres actifs, une diminution de 4 \$ des autres passifs, une diminution, déduction faite des impôts, de 2 \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu et une baisse de 6 \$ des bénéfices non répartis.

### Normes comptables mises en application en 2008

**Informations à fournir concernant le capital et instruments financiers – informations à fournir et présentation** En décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables, soit le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». L'adoption de ces chapitres n'a eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la société.

**Stocks** Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la société a adopté le chapitre 3031, « Stocks », (le « chapitre 3031 ») qui a été publié par l'ICCA en juin 2007 et a remplacé le chapitre 3030 portant le même intitulé. Les ajustements transitoires qui ont découlé de la mise en application du chapitre 3031 sont constatés dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour 2008. Au moment de la mise en application de ces exigences, la société a comptabilisé dans son bilan consolidé une baisse de 65 \$ du solde d'ouverture des stocks, une hausse de 24 \$ des impôts à recouvrer et une baisse de 41 \$ du solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 30 décembre 2007, en raison principalement de l'application d'une formule de coûts identique à tous les stocks de nature et d'usage semblables pour la société.

Il y a lieu de se reporter à la note 2 du rapport annuel 2008 pour obtenir de plus amples renseignements.

### Note 3. Intérêts débiteurs et autres frais de financement

(en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines)	2009 (24 semaines)	2008 (24 semaines)
Intérêts sur la dette à long terme	64 \$	65 \$	127 \$	131 \$
Intérêts débiteurs (créditeurs) sur les instruments financiers dérivés	-	(2)	1	(3)
Intérêts (créditeurs) débiteurs nets à court terme	(3)	3	(3)	4
Intérêts créditeurs sur les dépôts de garantie	-	(2)	(1)	(5)
Dividendes sur les titres de participation	4	-	7	-
Montant capitalisé au titre des immobilisations	(5)	(4)	(10)	(9)
<b>Intérêts débiteurs</b>	<b>60 \$</b>	<b>60 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>118 \$</b>

Au cours du deuxième trimestre de 2009, des intérêts débiteurs nets de 60 \$ (65 \$ en 2008) et de 119 \$ depuis le début de l'exercice (126 \$ en 2008) ont été comptabilisés à l'égard des actifs et passifs financiers non classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Le montant des intérêts et des dividendes versés sur les titres de participation au deuxième trimestre de 2009 s'est élevé à 106 \$ (102 \$ en 2008), et les intérêts reçus se sont élevés à 23 \$ (23 \$ en 2008). Pour l'exercice 2009 à ce jour, les intérêts et les dividendes versés sur les titres de participation se sont élevés à 190 \$ (205 \$ en 2008) et les intérêts reçus se sont élevés à 44 \$ (68 \$ en 2008).

**Note 4. Impôts sur le bénéfice**

Pour le deuxième trimestre de 2009 et pour les deux premiers trimestres de l'exercice, le taux d'imposition effectif s'est respectivement établi à 25,8 % (30,4 % en 2008) et à 30,1 % (32,5 % en 2008). Les modifications du taux d'imposition effectif s'expliquent essentiellement par une diminution de la charge d'impôts de l'exercice en cours en raison de certaines questions fiscales liées à des exercices antérieurs et par des variations de la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires où le taux d'imposition est différent, facteurs qui ont été atténués par l'incidence nette des montants non déductibles ou non imposables.

Le montant net des impôts sur le bénéfice payés s'est établi à 24 \$ (21 \$ en 2008) pour le deuxième trimestre et à 124 \$ (105 \$ en 2008) pour l'exercice 2009 à ce jour.

**Note 5. Bénéfice net de base par action ordinaire et bénéfice net dilué par action ordinaire** (en dollars, sauf indication contraire)

	<b>2009</b> (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité <sup>1)</sup> )	<b>2009</b> (24 semaines)	2008 (24 semaines – retraité <sup>1)</sup> )
Bénéfice net aux fins du bénéfice de base par action (en millions de dollars)	<b>193 \$</b>	140 \$	<b>302 \$</b>	203 \$
Dividendes sur les titres de participation (en millions de dollars)	<b>4</b>	–	<b>7</b>	–
Bénéfice net aux fins du bénéfice dilué par action (en millions de dollars)	<b>197</b>	140	<b>309</b>	203
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	<b>274,2</b>	274,2	<b>274,2</b>	274,2
Effet dilutif des titres de participation (en millions)	<b>6,9</b>	–	<b>6,9</b>	–
Effet dilutif du régime de réinvestissement des dividendes (en millions) (note 13)	<b>0,7</b>	–	<b>0,3</b>	–
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions (en millions)	<b>0,2</b>	–	<b>0,2</b>	–
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation dilué (en millions)	<b>282,0</b>	274,2	<b>281,6</b>	274,2
Bénéfice net de base par action ordinaire et bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	<b>0,70 \$</b>	0,51 \$	<b>1,10 \$</b>	0,74 \$

Les options sur actions en cours dont le prix d'exercice était supérieur au cours des actions ordinaires de la société à la fin du deuxième trimestre n'ont pas été prises en compte dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire. En conséquence, pour le deuxième trimestre de 2009, 4 259 475 options sur actions (5 066 041 en 2008) assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 52,86 \$ l'action ordinaire (52,71 \$ en 2008) ont été exclues du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire.

<sup>1)</sup> Se reporter à la note 2.

## Note 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau qui suit présente les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 20 juin 2009, au 14 juin 2008 et au 3 janvier 2009 :

	Au 20 juin 2009	Au 14 juin 2008	Au 3 janvier 2009
Trésorerie	136 \$	55 \$	42 \$
Équivalents de trésorerie – placements à court terme échéant dans un délai d'au plus 90 jours :			
Dépôts à terme bancaires	185	8	–
Bons du Trésor	256	84	219
Titres de créance du gouvernement	89	93	58
Papier commercial de sociétés	104	105	209
Trésorerie et équivalents de trésorerie	770 \$	345 \$	528 \$

Au 20 juin 2009, un montant de 943 \$ US (910 \$ US au 14 juin 2008 et 961 \$ US au 3 janvier 2009) était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les dépôts de garantie, lesquels sont inclus dans les autres actifs. La société a comptabilisé une perte de change non réalisée de 92 \$ pour le deuxième trimestre de 2009 (gain de 9 \$ en 2008) et de 63 \$ pour l'exercice 2009 à ce jour (gain de 42 \$ en 2008), par suite de la conversion de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, de ses placements à court terme et de ses dépôts de garantie libellés en dollars américains, dont une perte de 37 \$ (3 \$ en 2008) pour le trimestre et de 23 \$ (gain de 16 \$ en 2008) pour l'exercice 2009 à ce jour se rapportent à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie. La perte découlant de la conversion de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie a été en partie compensée par la constatation dans le bénéfice d'exploitation et les autres éléments du résultat étendu d'un gain de change non réalisé sur les swaps de devises.

## Note 7. Débiteurs

De temps à autre, la Banque *le Choix du Président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, titrise des créances sur cartes de crédit, par la vente d'une partie des droits dans ces créances à des fiduciaires indépendantes. Une tranche des créances titrisées est comprise dans la facilité liée à la fiducie indépendante, d'une durée de 364 jours et renouvelable au troisième trimestre de 2009. Si les modalités de cette facilité ne sont pas renouvelées, les montants recouverts seront accumulés avant la date d'échéance, et le montant de cette tranche des créances titrisées sera remboursé aux fiduciaires. Le recours des fiduciaires indépendantes à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC et est de plus soutenu par la société par une lettre de garantie correspondant à un montant de 116 \$ (89 \$ en 2008) d'une tranche du montant titrisé. Les autres débiteurs se composent essentiellement de créances de franchisés indépendants, de magasins associés et de comptes indépendants.

(en millions de dollars)	Au 20 juin 2009	Au 14 juin 2008	Au 3 janvier 2009
Créances sur cartes de crédit	1 991 \$	1 980 \$	2 206 \$
Montant titrisé	(1 775)	(1 475)	(1 775)
Créances sur cartes de crédit, montant net	216	505	431
Autres débiteurs	428	386	436
Débiteurs	644 \$	891 \$	867 \$

Les créances sur cartes de crédit qui étaient en souffrance au 20 juin 2009, au montant de 5 \$ (10 \$ en 2008), n'ont pas été classées comme douteuses étant donné qu'elles étaient en souffrance depuis moins de 90 jours et que la plupart de ces créances devraient vraisemblablement être réglées. Tout solde sur créances sur cartes de crédit en souffrance depuis 180 jours ou dont le recouvrement est considéré comme douteux est radié. La concentration du risque de crédit pour ce qui est des débiteurs est limitée étant donné la diversité de la clientèle de la société. Le risque de crédit sur les créances sur cartes de crédit a été géré de la manière décrite à la note 26 du rapport annuel 2008 de la société. Les autres débiteurs qui sont en souffrance mais non encore douteux se chiffraient à 46 \$ (56 \$ en 2008) au 20 juin 2009.

**Note 8. Provisions pour créances**

La société maintient la provision pour créances sur cartes de crédit comptabilisée dans les bilans consolidés à un niveau qu'elle juge approprié pour absorber les pertes sur créances sur cartes de crédit. La provision pour créances sur cartes de crédit est inscrite aux bilans consolidés, dans les débiteurs. La provision pour créances des franchisés indépendants est inscrite aux bilans consolidés, dans les créditeurs et charges à payer. La provision pour les autres créances des magasins associés et des comptes indépendants est inscrite aux bilans consolidés, dans les débiteurs. Le tableau qui suit présente l'évolution des provisions pour pertes de la société :

**Créances sur cartes de crédit**

(en millions de dollars)	12 semaines terminées le		24 semaines terminées le		53 semaines terminées le
	20 juin 2009	14 juin 2008	20 juin 2009	14 juin 2008	3 janvier 2009
Provision, au début de la période	(15) \$	(13) \$	(15) \$	(13) \$	(13) \$
Provision pour pertes	(5)	(10)	(8)	(12)	(35)
Recouvrements	(2)	(2)	(3)	(4)	(14)
Radiations	7	12	11	16	47
Provision, à la fin de la période	(15) \$	(13) \$	(15) \$	(13) \$	(15) \$

**Autres débiteurs**

(en millions de dollars)	12 semaines terminées le		24 semaines terminées le		53 semaines terminées le
	20 juin 2009	14 juin 2008	20 juin 2009	14 juin 2008	3 janvier 2009
Provision, au début de la période	(37) \$	(31) \$	(24) \$	(35) \$	(35) \$
Provision pour pertes	(5)	(19)	(34)	(27)	(81)
Radiations	15	15	31	27	92
Provision, à la fin de la période	(27) \$	(35) \$	(27) \$	(35) \$	(24) \$

**Note 9. Stocks**

Au deuxième trimestre, la société a comptabilisé une charge de 32 \$ (22 \$ au 14 juin 2008) correspondant à la dévaluation des stocks comptabilisés au 20 juin 2009, afin de les ramener à la valeur de réalisation nette.

**Note 10. Avantages sociaux futurs**

Le coût net total au titre des prestations de retraite de la société comptabilisé dans le bénéfice d'exploitation s'élevait à 41 \$ (38 \$ en 2008) pour le deuxième trimestre et à 85 \$ (77 \$ en 2008) pour l'exercice 2009 à ce jour. Le total du coût net des régimes comprend les coûts au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des autres régimes, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite interentreprises de la société.

**Note 11. Dette à court terme**

Tel qu'il est indiqué à la note 15 du rapport annuel 2008, la facilité de crédit engagée de 5 ans d'un montant de 800 \$ de la société, consentie par un consortium bancaire, contient certaines clauses restrictives financières. L'intérêt est fondé sur un taux variable, soit essentiellement le taux des acceptations bancaires, majoré d'un pourcentage fondé sur la cote de solvabilité de la société. Au 20 juin 2009, un montant de néant avait été prélevé sur la facilité de crédit engagée (798 \$ au 14 juin 2008; 190 \$ au 3 janvier 2009).



## **Note 12. Dette à long terme**

Au cours du deuxième trimestre, la société a émis des billets à moyen terme non garantis de série 2-A d'un montant en capital de 350 \$ aux termes de son programme de billets à moyen terme de série 2. Les billets de série 2-A paieront un taux d'intérêt fixe de 4,85 % semestriellement à compter du 8 novembre 2009, et ce, jusqu'à l'échéance, le 8 mai 2014, sous réserve de certaines clauses restrictives. Les billets constituent des obligations non garanties de Loblaw et sont de même rang que tous les titres de créance non garantis qui n'ont pas été subordonnés. Les billets de série 2-A peuvent être remboursés à l'occasion, au gré de la société, en totalité ou en partie, avec un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours aux porteurs des billets.

Au 20 juin 2009, un montant de 341 \$ (300 \$ US) au titre des billets à taux fixe a été inscrit dans la dette à long terme au bilan consolidé. De plus amples renseignements relatifs aux conventions de la société en matière de gestion de la dette et du risque de change se trouvent aux notes 1 et 26 du rapport annuel 2008 de la société.

Les billets à moyen terme, à 5,75 %, de 125 millions de dollars exigibles le 22 janvier 2009 sont arrivés à échéance et ont été remboursés au premier trimestre de 2009.

## **Note 13. Capital-actions (en dollars)**

Le Conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action ordinaire au deuxième trimestre de 2009 (0,21 \$ en 2008) et de 0,42 \$ (0,42 \$ en 2008) pour l'exercice 2009 à ce jour. De plus, il a déclaré un dividende de 0,37 \$ (néant en 2008) par action privilégiée de deuxième rang pour le deuxième trimestre de 2009 et de 0,74 \$ (néant en 2008) pour l'exercice 2009 à ce jour. Aux fins de la présentation dans les états financiers, des dividendes de 4 millions de dollars (néant en 2008) et de 7 millions de dollars (néant en 2008) pour les périodes de 12 semaines et de 24 semaines terminées le 20 juin 2009 sont respectivement inclus dans l'état consolidé des résultats (se reporter à la note 3).

## **Régime de réinvestissement des dividendes**

Au deuxième trimestre de 2009, la société a instauré un régime de réinvestissement des dividendes (le « RRD ») aux termes duquel les porteurs d'actions ordinaires qui y sont admissibles peuvent choisir de réinvestir automatiquement leurs dividendes trimestriels réguliers en actions ordinaires de la société sans avoir à verser de commissions, de frais d'administration ou de droits de courtage. Les actions ordinaires émises aux actionnaires aux termes du RRD sont des actions non encore émises ou des actions rachetées sur le marché libre, au gré de la société. En vertu du RRD, le Conseil d'administration peut, si besoin est, autoriser un escompte à l'émission d'actions ordinaires sur le capital autorisé. Le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la société a, aux termes du RRD, émis 1 163 201 actions ordinaires sur le capital autorisé à un prix représentant un escompte de 3 %, ce qui a donné lieu à des économies d'un montant net en espèces d'environ 39 millions de dollars.

## **Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Au cours du deuxième trimestre de 2009, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'acquisition à la Bourse de Toronto, ou la conclusion de dérivés sur actions en vue de l'acquisition, d'un nombre maximal de 13 708 678 actions ordinaires de la société, soit environ 5 % des actions ordinaires en circulation. Conformément aux lois et règlements de la Bourse de Toronto, Loblaw peut racheter ses actions à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition. La société n'a racheté aucune action dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours du deuxième trimestre de 2009 ni au cours de l'exercice 2008.

**Note 14. Cumul des autres éléments du résultat étendu**

Le tableau qui suit fournit plus de détails sur le cumul des autres éléments du résultat étendu pour les périodes de 24 semaines terminées le 20 juin 2009 et le 14 juin 2008 :

(en millions de dollars)	24 semaines terminées les					
	20 juin 2009			14 juin 2008		
	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Total	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Total
Solde au début de la période	14 \$	16 \$	30 \$	22 \$	(3) \$	19 \$
Effet cumulatif de la mise en application des nouvelles normes comptables [déduction faite des impôts sur le bénéfice recouverts de 1 \$ (néant en 2008)] (se reporter à la note 2)	(2)	-	(2)	-	-	-
Gain net (perte nette) non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente [déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant (3 \$ en 2008)]	-	(11)	(11)	-	22	22
Reclassement d'un gain sur les actifs financiers disponibles à la vente [déduction faite des impôts sur le bénéfice de 2 \$ (5 \$ en 2008)]	-	(24)	(24)	-	(1)	(1)
Gain net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie [déduction faite des impôts sur le bénéfice recouverts de 4 \$ (2 \$ en 2008)]	6	-	6	(15)	-	(15)
Reclassement d'une perte (d'un gain) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie [déduction faite des impôts sur le bénéfice recouverts de 2 \$ (néant en 2008)]	16	-	16	(18)	-	(18)
Solde à la fin de la période	34 \$	(19) \$	15 \$	(11) \$	18 \$	7 \$

Il y a lieu de se reporter à la note 23 du rapport annuel 2008 de la société pour obtenir plus de détails sur la composition du cumul des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice terminé le 3 janvier 2009.

Il est prévu qu'un gain estimatif de 9 \$ (5 \$ en 2008) sur les swaps de taux d'intérêt sera reclassé dans le bénéfice net au cours des 12 prochains mois. Le solde des swaps de taux d'intérêt sera reclassé dans le bénéfice net sur une période maximale de deux ans. Un gain de 18 \$ (perte de 11 \$ en 2008) sur les swaps de devises sera reclassé dans le bénéfice net au cours des 12 prochains mois, mais sera en partie contrebalancé par la perte sur les actifs disponibles à la vente. Le solde des swaps de devises sera reclassé dans le bénéfice net sur une période maximale de quatre ans.

**Note 15. Rémunération à base d'actions** (en dollars, sauf indication contraire)

Le coût de rémunération constaté dans le bénéfice d'exploitation relativement au régime d'options sur actions de la société de même qu'aux contrats à terme de capitaux propres connexes et au régime d'unités d'actions restreintes se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines)	2009 (24 semaines)	2008 (24 semaines)
Charge découlant du régime d'options sur actions	4 \$	2 \$	3 \$	2 \$
(Gain) perte découlant des contrats à terme de capitaux propres	(14)	(15)	5	10
Charge découlant du régime d'unités d'actions restreintes	3	3	4	3
(Produit net) coût net de la rémunération à base d'actions	(7) \$	(10) \$	12 \$	15 \$

**Régime d'options sur actions** Au cours de la première moitié de 2009, la société a versé un montant négligeable au titre de la plus-value d'actions (néant en 2008) à l'exercice de 81 408 options sur actions (néant en 2008). Aux termes de son régime actuel d'options sur actions, qui prévoit le règlement en actions ou le règlement de la plus-value d'actions en espèces, au gré du salarié, la société a attribué 24 769 options sur actions (8 800 en 2008) au prix d'exercice de 36,17 \$ (33,10 \$ en 2008) l'action ordinaire au cours du deuxième trimestre de 2009 et a attribué 2 640 846 options sur actions (3 303 557 en 2008) au prix d'exercice de 30,99 \$ (28,95 \$ en 2008) au cours du premier trimestre de 2009. De plus, 916 186 options sur actions (1 591 944 en 2008) ont été éteintes ou annulées au cours des deux premiers trimestres de 2009.

À la fin du deuxième trimestre de 2009, au total, 9 560 681 options sur actions de la société étaient en cours (8 253 169 en 2008), soit environ 3,5 % (3,0 % en 2008) de ses actions ordinaires émises et en circulation, ce qui était conforme à la ligne directrice de 5 % de la société. Le cours des actions ordinaires de la société à la fin du deuxième trimestre s'élevait à 34,50 \$ (31,64 \$ en 2008).

**Régime d'unités d'actions restreintes (« UAR »)** La société a attribué 3 994 UAR au cours du deuxième trimestre de 2009 (45 321 en 2008) et 425 093 UAR au cours du premier trimestre de 2009 (352 268 en 2008) dans le cadre de son régime actuel d'UAR. La société a annulé 55 511 UAR au deuxième trimestre de 2009 (34 943 en 2008) et 73 533 UAR pour les deux premiers trimestres de 2009 (55 106 en 2008). De plus, pour le deuxième trimestre de 2009, 5 021 UAR (32 876 en 2008) et, pour les deux premiers trimestres de 2009, 187 335 UAR (233 655 en 2008) ont été réglées en espèces pour un montant négligeable (1 million de dollars en 2008) et 6 millions de dollars (8 millions de dollars en 2008), respectivement. À la fin du deuxième trimestre, 997 618 UAR (877 515 en 2008) étaient en circulation.

**Contrats à terme de capitaux propres** À la fin du deuxième trimestre, la société détenait des contrats à terme de capitaux propres visant l'achat de 3,2 millions de ses actions ordinaires (4,8 millions en 2008) à un prix à terme moyen cumulé de 53,82 \$ (54,03 \$ en 2008), y compris des intérêts débiteurs de 9,20 \$ par action ordinaire (9,16 \$ en 2008), déduction faite des dividendes. Au cours du deuxième trimestre de 2009, la société et la contrepartie ont convenu de résilier une partie des contrats à terme de capitaux propres représentant 1,6 million d'actions pour un montant de 38 millions de dollars.

#### **Note 16. Éventualités, engagements et garanties**

**Garanties – Fiducies de financement indépendantes** Certains franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par l'entremise d'une structure regroupant des fiducies indépendantes, mise sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations, principalement des équipements et du matériel. Ces fiducies sont administrées par une grande banque à charte canadienne.

Le montant brut du capital des prêts aux franchisés indépendants en cours au 20 juin 2009 était de 387 \$ (383 \$ en 2008), notamment 149 \$ de prêts exigibles des EDDV consolidés par la société (159 \$ en 2008). La société a convenu d'accorder, d'après une formule, des améliorations des modalités de crédit, sous forme d'une lettre de garantie en faveur de la fiducie de financement indépendante correspondant à environ 15 % (15 % en 2008) du montant total du capital des prêts en cours, quel que soit le moment, soit 66 \$ au 20 juin 2009 (66 \$ en 2008). Aucun montant n'a été tiré sur la lettre de garantie.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la facilité de crédit consentie et renouvelable de 475 millions de dollars et d'une durée de 364 jours qui sert au financement des fiducies indépendantes a été renouvelée. La nouvelle structure de financement a été analysée et la société a conclu qu'elle n'avait pas à consolider d'autres EDDV en raison de ce financement. Conformément aux PCGR du Canada, les états financiers de la fiducie de financement indépendante ne sont pas consolidés avec ceux de la société.

**Poursuites** En 2008, les fiduciaires d'un régime de retraite interentreprises auquel les salariés de la société et ceux des franchisés indépendants participent sont devenus les défendeurs dans une poursuite intentée par la Commission des services financiers de l'Ontario, où il y est allégué que les fiduciaires ont contrevenu à certaines dispositions de la *Loi sur les régimes de retraite* (Ontario) dans leur gestion des fonds du régime. L'un des fiduciaires, membre de la direction de Loblaw, est en droit de recevoir une indemnisation de la part de la société. Chacun des fiduciaires a plaidé non coupable à ces charges. La décision du tribunal devrait être rendue d'ici la fin de l'exercice.

La société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. L'issue de ces poursuites et réclamations demeure incertaine. Cependant, compte tenu de l'information à sa disposition à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites et réclamations auront une incidence importante, individuellement ou collectivement, sur ses activités.

**Note 17. Événement postérieur à la date du bilan**

Après la fin du trimestre, la société a annoncé qu'elle avait conclu une convention visant l'acquisition, sous réserve du consentement et de l'approbation des organismes de réglementation, de la totalité des actions ordinaires de T&T Supermarket Inc. (« T&T »), la plus importante chaîne de magasins d'alimentation asiatique du Canada. Le coût d'acquisition se chiffre à 225 \$, certains ajustements devant être apportés à la clôture de cette opération. Une tranche de 191 \$ du coût d'acquisition sera financée par des liquidités, alors que la tranche résiduelle sera financée au moyen d'actions privilégiées émises par T&T, dont la valeur sera liée au rendement futur de T&T. La clôture devrait avoir lieu avant la fin du présent exercice.

## Tableau de la couverture par le bénéfice aux fins des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

Le tableau qui suit présente le ratio de la couverture par le bénéfice mis à jour de la société pour la période de 53 semaines terminée le 20 juin 2009 relativement au prospectus préalable de base simplifié de la société daté du 5 juin 2008.

---

Couverture par le bénéfice des obligations au titre de la dette à long terme et des titres de participation <sup>1)</sup>	4,00 fois
---	-----------

---

Le ratio de couverture par le bénéfice au titre de la dette à long terme (y compris la tranche à moins de un an) et des titres de participation correspond au bénéfice net<sup>2)</sup> avant les intérêts sur la dette à long terme, les dividendes sur les titres de participation, les impôts sur le bénéfice et la participation sans contrôle, divisé par les intérêts sur la dette à long terme et les dividendes sur les titres de participation, tel qu'il est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de la société pour la période à l'étude.

1) Les actions privilégiées sont classées dans les titres de participation et elles sont incluses dans les passifs aux bilans consolidés.

2) Ajusté pour tenir compte des modifications de conventions comptables décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société au 20 juin 2009.

## Profil de la société

Filiale de George Weston limitée, Les Compagnies Loblaw limitée est le plus grand détaillant en alimentation au Canada et l'un des plus importants distributeurs de marchandise générale, de produits pharmaceutiques, ainsi que de produits et services financiers. Loblaw demeure l'un des plus importants employeurs du secteur privé au Canada, comptant plus de 139 000 employés à temps plein et à temps partiel travaillant dans ses quelque 1 000 magasins détenus par la société, affiliés et franchisés partout au pays. Par l'entremise de ses multiples bannières, Loblaw s'engage à offrir à sa clientèle une expérience de magasinage qui répond à la fois à ses besoins alimentaires et à ceux quotidiens de la maison. Loblaw est reconnue pour la qualité, l'aspect novateur et le rapport qualité/prix de son offre alimentaire. La société possède également l'un des plus solides programmes de marques contrôlées du Canada, y compris les marques *le Choix du Président*<sup>MD</sup>, *sans nom*<sup>MD</sup> et *Joe Style frais*<sup>MD</sup>. Elle offre aussi les Services financiers *le Choix du Président*<sup>MD</sup> ainsi que le programme de fidélité des Points PC.

La stratégie de Loblaw porte sur trois axes fondamentaux : simplifier, innover et croître. L'entreprise s'efforce de mettre les clients au cœur de ses priorités, d'être efficace, de réduire ses coûts et de faire preuve de souplesse afin d'assurer une croissance à long terme dont profiteront ses nombreux intervenants. Loblaw estime qu'un solide bilan est crucial pour atteindre son plein potentiel. Elle est très sélective dans ses acquisitions et ses occasions d'affaires. La société poursuit un programme dynamique de développement de produits pour soutenir son programme de marques contrôlées. Elle veille à ce que sa technologie et sa logistique accroissent l'efficacité de son exploitation.

## Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Registraire et agent des transferts

Services aux investisseurs

Computershare Inc.	Tél. : 416-263-9200
100 University Avenue	Tél. sans frais : 1-800-564-6253
Toronto, Canada	Télec. : 416-263-9394
M5J 2Y1	Télec. sans frais : 1-888-453-0330

Pour modifier votre adresse ou mettre fin aux envois postaux multiples, ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaires, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

### Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes en valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Inge van den Berg, vice-présidente principale, Affaires corporatives, au siège social national de la société ou par courriel à [investor@loblaw.ca](mailto:investor@loblaw.ca).

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque *le Choix du Président*, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après l'émission de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société.

This report is available in English.

## Régime de réinvestissement des dividendes

Les Compagnies Loblaw limitée offre un régime de réinvestissement des dividendes (le « RRD ») qui permet aux porteurs d'actions ordinaires admissibles de réinvestir automatiquement leurs dividendes trimestriels réguliers dans des actions ordinaires additionnelles de la société.

Le texte intégral du RRD ainsi que le formulaire de demande d'adhésion se trouvent sur le site Web de la Société de fiducie Computershare du Canada, agent des transferts de la société, au [www.computershare.com/loblaw](http://www.computershare.com/loblaw).

Les actionnaires souhaitant participer au RRD doivent obtenir et signer un formulaire de demande d'adhésion, puis le retourner à l'agent des transferts de la société à l'adresse qui suit, et ce, avant la clôture pour le troisième trimestre de 2009, soit la fermeture des bureaux le 10 septembre 2009.

Société de fiducie Computershare du Canada  
100 University Avenue, 9<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario)  
M5J 2Y1  
1-800-564-6253

Les actionnaires réels qui détiennent leurs actions par l'entremise d'un intermédiaire, comme un courtier ou une maison de courtage, et qui souhaitent participer au RRD devraient communiquer avec leur intermédiaire pour s'informer des modalités d'adhésion.

Avant de souscrire au régime, les actionnaires sont priés de lire le texte intégral du RRD et de s'informer auprès de leurs conseillers des conséquences fiscales éventuelles. À l'heure actuelle, seuls les résidents canadiens sont admissibles au régime.

**Cette page a été laissée vierge intentionnellement.**

